

Bulletin d'histoire politique

Jocelyn Létourneau, *Les années sans guide: Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 1996, 304 pages

Laurent Bilodeau



Volume 6, Number 1, Fall 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063304ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063304ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bilodeau, L. (1997). Review of [Jocelyn Létourneau, *Les années sans guide: Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 1996, 304 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 6(1), 132–134. <https://doi.org/10.7202/1063304ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Jocelyn Létourneau, *Les années sans guide: Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 1996, 304 pages.

Il est assez courant de décrire la situation du Canada actuel comme en étant une de crise. L'ensemble des rapports économiques, politiques et sociaux doit s'adapter, nous dit-on, aux nouvelles données internationales. On parle ainsi souvent de fragmentation, de dislocation, d'un éventuel éclatement de l'État canadien. La question nationale québécoise ajoute à l'insécurité générale qui semble prendre le pas sur tout. Or, Jocelyn Létourneau nous offre un ouvrage qui cherche à se dégager de cette vision des choses en nous faisant voir le tout sous un angle sensiblement différent.

Plutôt qu'une situation de crise, nous assisterions, dans l'ensemble des pays capitalistes, à l'émergence d'une nouvelle phase du développement du capital, l'économie migrante. Selon l'auteur, cette économie migrante se caractérise par le fait que les capitaux qui transitent à l'échelle de la planète se détachent toujours davantage de leurs liens nationaux et placent les États nations dans une position de faiblesse de plus en plus accentuée rendant ainsi inopérants les mécanismes de régulation qui prédominaient depuis la Seconde guerre mondiale. Or, les problèmes qui naissent du développement de cette économie migrante posent des défis à l'ensemble de la société civile: polarisation sociale entre «gagnants» et «perdants», mutation du marché du travail, accentuation de la concurrence, etc.

La macro-régulation canadienne fondée sur le pouvoir de l'État fédéral devient dès lors tout à fait inefficace pour faire face aux nouveaux enjeux décrétés par la fluidité accrue des capitaux migrants. L'avenir dépend plutôt de la mise en place, à l'échelle régionale, de «micro-régulations différenciées» qui impliquent une décentralisation des pouvoirs de décision. Dans ce contexte, toute tentative de recentrer le fédéralisme canadien autour d'un État central fort au nom du nationalisme canadien ne ferait qu'envenimer les effets les plus néfastes de la «société flexible» qui prend forme. C'est donc autour des régions que ces micro-régulations différenciées peuvent être articulées de façon efficace, notamment en ce qui a trait aux politiques de main-d'oeuvre puisque «(...) le capital humain est au cœur de l'ordre global qui s'instaure» (p. 165).

Dans ce contexte, ce que l'auteur appelle «l'affirmationnisme marchand» qui a pris l'initiative politique au Québec est mieux adapté à la conjoncture qu'un «nationalisme sans horizon» (p. 214). Car, pour l'auteur, il est à

prévoir que l'éventuelle mise en place d'un État souverain au Québec n'empêcherait pas les Québécois d'avoir à faire face aux mêmes problèmes résultant de l'économie migrante que le reste du Canada. «Le gouvernement d'un Québec souverain aurait à gérer des situations et ferait face à des problèmes similaires à ceux qui touchent tous les États occidentaux» (p.121).

Dans son introduction, l'auteur nous invitait à une «révolution lexicale» et à une rupture avec les fondements des représentations du monde prévalant en Occident depuis le XIXe siècle. Il prend la peine, et toute la première partie du livre est consacrée à cela, de diagnostiquer les mutations de la société capitaliste de cette fin de siècle. Si l'analyse pointue qu'il offre ne manque pas d'intérêt, il est pour le moins dommage qu'elle fasse totalement abstraction de décennies de revendications issues du mouvement ouvrier international et de plusieurs États pour en arriver à une régulation internationale des flux de capitaux. Et ici, la «révolution lexicale» apporte plus de confusion qu'autre chose. Derrière l'avalanche de nouveaux termes techniques toujours plus raffinés les uns que les autres semble se profiler la même réalité qui sous-tend la contre-révolution sociale des années 1980: face à l'échec flagrant de la planification étatique, seule issue viable à la crise des années trente, revient en grande pompe l'anarchie du marché prétendument «libre». Or, à l'heure actuelle, les instruments les plus puissants de planification économique sont justement les grands firmes multinationales extrêmement centralisées qui sont à même de faire plier les genoux à la plupart des gouvernements des états nations. Si la régionalisation a une signification capitale en ce qui a trait à donner un sens au vieux mot «démocratie», il est à douter que les micro-régulations différenciées puissent avoir d'autres résultats que d'attiser la concurrence anarchique entre les régions toujours davantage dépendantes de la tyrannie des capitaux migrants.

Quant au «capital humain» et les «marchés de l'emploi», si ces deux fictions totalement discréditées provenant du XIXe siècle se rapportent au marché du travail, l'expérience historique aura démontré que l'intensification de la concurrence ne sert qu'à améliorer la rentabilité du capital au détriment du travail. Le débat reste donc ouvert; ou bien la soumission aux lois aveugles du marché laissés à l'initiative de corporations gigantesques en essayant, comme le désire Jocelyn Létourneau, en amenuiser les effets les plus néfastes (p. 210) dans une optique du «moindre mal»; ou bien le développement de mécanismes de planification démocratiques centrés sur l'humain agissant en assumant ses erreurs, ses louvoiements et ses échecs. Et cette question fondamentale se pose aussi pour le peuple québécois quelle que soit la décision qu'il prendra quant à la forme et la place de l'État qu'il s'est historiquement bâti.

L'ouvrage de Létourneau est donc captivant pour l'ampleur de la recherche et l'érudition qu'il a nécessitées, et la volonté de ramener sur l'avant-scène des questions de fond trop peu discutées. En contrepartie, il est atteint du même syndrome de la nouveauté qui sévit chez bon nombre d'intellectuels depuis un bon moment déjà. On nous annonce des «nouveautés» conceptuelles et théoriques qui ne sont trop souvent, hélas, que de vieilles notions remises à neuf avec un nouvel emballage marketing. Or, ici, l'emballage rend le produit passablement indigeste.

Laurent Bilodeau

Robert Comeau et Robert Tremblay, dir., *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.

Sur la page couverture, une photo criante de vérité, l'image qui nous restera de Ryerson, à nous les étudiants de ses dernières années. L'homme est assis chez lui, dans sa bibliothèque. Un vaste salon double aux murs, aux tables, au plancher à ce point couverts de livres qu'on ne pouvait y circuler que très malaisément, en enjambées incertaines. A la question naïve qui nous venait spontanément la première fois: « Vous avez lu tout ça?! », il répondait pince-sans-rire: « Oui, deux fois ». Je me rappelle du trouble où m'avait laissée une visite chez lui; malgré quelque transmission favorisée par l'enseignement, il allait partir en emportant tout cela, l'immense expérience, l'immense réflexion, l'immense connaissance de toute une vie. Rien qui puisse se léguer. Que peut-il bien rester d'un intellectuel?

Les livres qu'il a écrits, bien sûr. Et l'exemple même d'un parcours. C'est cela que Comeau et Tremblay ont voulu consigner, pour proposer une référence aux jeunes qui aspirent à devenir à leur tour des intellectuels, leur donner une sorte de grand-père à la vie inimitable, mais au cheminement exemplaire. Car ce que révèle leur livre, c'est un homme qui cent fois sur le métier a remis son ouvrage, a continuellement questionné ses propres analyses et tenté d'élaborer un discours plus « vrai » sur l'histoire.

Même s'il rassemble les contributions de 13 collaborateurs, *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat* forme un ouvrage bien intégré, équilibré, de qualité sensiblement égale d'un chapitre à l'autre. La matière y est orga-